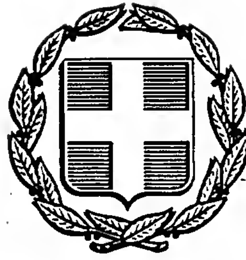


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 2 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1992	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 195

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2104

Κύρωση της Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την αναγνώριση και εκτέλεση αποφάσεων σε θέματα επιμέλειας των τέκνων και για την αποκατάσταση της επιμέλειάς τους.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Ευρωπαϊκή Σύμβαση για την αναγνώριση και εκτέλεση αποφάσεων σε θέματα επιμέλειας των τέκνων και για την αποκατάσταση της επιμέλειάς τους, που υπογράφηκε στο Λουξεμβούργο στις 20 Μαΐου 1980, με τις εξής δηλώσεις:

Σύμφωνα με το άρθρο 27 της Σύμβασης η Ελλάδα δηλώνει α) ότι κάνει χρήση της ευχέρειας που παρέχεται από το άρθρο 6 παρ. 3 της σύμβασης και αποκλείει την αποστολή των αιτημάτων στη γαλλική ή αγγλική γλώσσα ή σε μετάφραση σε μια από τις δύο γλώσσες και β) ότι, σύμφωνα με το άρθρο 17 παρ. 1 της σύμβασης, στις περιπτώσεις των άρθρων 8 και 9 θα μπορεί να αποκρουστεί η αναγνώριση και εκτέλεση των αποφάσεων των σχετικών με την επιμέλεια και για όλους τους λόγους που προβλέπονται στο άρθρο 10 της Σύμβασης.

Άρθρο δεύτερο

1. Για την εφαρμογή των διατάξεων της Σύμβασης σύμφωνα με το άρθρο 2 αυτής, ως Κεντρική Αρχή ορίζεται το Υπουργείο Δικαιοσύνης.

2. Η αρμοδιότητα για τη διενέργεια των δικαστικών πράξεων και τη διεξαγωγή των δικών επ' ονόματι ή για λογαριασμό της Κεντρικής Αρχής και των προσώπων που δικαιούνται κατά τους όρους της σύμβασης να ζητήσουν την αναγνώριση ή την εκτέλεση απόφασης επιμέλειας τέκνου, ή κρίνονται απαραίτητες για την επίτευξη του σκοπού της Σύμβασης ανατίθεται στα κατά τόπους γραφεία του Νομικού Συμβουλίου του Κράτους. Όπου δεν λειτουργούν τέτοια γραφεία η αρμοδιότητα αυτή ανατίθεται σε δικηγόρο του Δημοσίου με εντολή του Προέδρου του Νομικού Συμβουλίου του Κράτους.

3. Το Υπουργείο Υγείας, Πρόνοιας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων αναλαμβάνει μέσω των υπηρεσιών ή των ιδρυμάτων του και ύστερα από σχετική παραγγελία του κατά τόπον αρμόδιου εισαγγελέα πλημμελειοδικών την προσωρινή φύλαξη του εντοπιζόμενου και θεωρούμενου ως παράνομα μετακινούμενου ή κατακρατούμενου κατά τους όρους της Σύμβασης τέκνου, μέχρι την επιστροφή του στον αναγνωριζόμενο ως δικαιούχο. Το κείμενο της Σύμβασης στο πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION EUROPEENE SUR LA RECONNAISSANCE ET L'EXECUTION DES DECISIONS EN MATIERE DE GARDE DES ENFANTS ET LE RETABLISSEMENT DE LA GARDE DES ENFANTS

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Reconnaissant que dans les Etats membres du Conseil de l'Europe la prise en considération de l'intérêt de l'enfant est d'une importance décisive en matière de décisions concernant sa garde ;

Considérant que l'institution de mesures destinées à faciliter la reconnaissance et l'exécution des décisions concernant la garde d'un enfant aura pour effet d'assurer une meilleure protection de l'intérêt des enfants ;

Estimant souhaitable, dans ce but, de souligner que le droit de visite des parents est le corollaire normal du droit de garde ;

Constatant le nombre croissant de cas où des enfants ont été déplacés sans droit à travers une frontière internationale et les difficultés rencontrées pour résoudre de manière adéquate les problèmes soulevés par ces cas ;

Désireux d'introduire des dispositions appropriées permettant le rétablissement de la garde des enfants lorsque cette garde a été arbitrairement interrompue ;

Convaincus de l'opportunité de prendre, à cet effet, des mesures adaptées aux différents besoins et aux différentes circonstances ;

Désireux d'établir des relations de coopération judiciaire entre leurs autorités,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

a. *enfant* : une personne, quelle que soit sa nationalité, pour autant qu'elle n'a pas encore atteint l'âge de 16 ans et qu'elle n'a pas le droit de fixer elle-même sa résidence selon la loi de sa résidence habituelle ou de sa nationalité ou selon la loi interne de l'Etat requis ;

b. *autorité* : toute autorité judiciaire ou administrative ;

c. *décision relative à la garde* : toute décision d'une autorité dans la mesure où elle statue sur le soin de la personne de l'enfant, y compris le droit de fixer sa résidence, ainsi que sur le droit de visite ;

d. *déplacement sans droit* : le déplacement d'un enfant à travers une frontière internationale en violation d'une décision relative à sa garde rendue dans un Etat contractant et exécutoire dans un tel Etat ; est aussi considéré comme déplacement sans droit :

   i. le non-retour d'un enfant à travers une frontière internationale, à l'issue de la période d'exercice d'un droit de visite relatif à cet enfant ou à l'issue de tout autre séjour temporaire dans un territoire autre que celui dans lequel s'exerce la garde ;

   ii. un déplacement déclaré ultérieurement comme illicite au sens de l'article 12.

TITRE I

Autorités centrales

Article 2

1. Chaque Etat contractant désignera une autorité centrale qui exercera les fonctions prévues dans la présente Convention.

2. Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs autorités centrales dont ils déterminent les compétences.

3. Toute désignation effectuée en application du présent article doit être notifiée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 3

1. Les autorités centrales des Etats contractants doivent coopérer entre elles et promouvoir une concertation entre les autorités compétentes de leurs pays respectifs. Elles doivent agir avec toute la diligence nécessaire.

2. En vue de faciliter la mise en œuvre de la présente Convention, les autorités centrales des Etats contractants :

a. assurent la transmission des demandes de renseignements émanant des autorités compétentes et qui concernent des points de droit ou de fait relatifs à des procédures en cours ;

b. se communiquent réciproquement sur leur demande des renseignements concernant leur droit relatif à la garde des enfants et son évolution ;

c. se tiennent mutuellement informées des difficultés susceptibles de s'élever à l'occasion de l'application de la Convention et s'emploient, dans toute la mesure du possible, à lever les obstacles à son application.

Article 4

1. Toute personne qui a obtenu dans un Etat contractant une décision relative à la garde d'un enfant et qui désire obtenir dans un autre Etat contractant la reconnaissance ou l'exécution de cette décision peut s'adresser, à cette fin, par requête, à l'autorité centrale de tout Etat contractant.

2. La requête doit être accompagnée des documents mentionnés à l'article 13.

3. L'autorité centrale saisie, si elle est autre que l'autorité centrale de l'Etat requis, transmet les documents à cette dernière par voie directe et sans délai.

4. L'autorité centrale saisie peut refuser son intervention lorsqu'il est manifeste que les conditions requises par la présente Convention ne sont pas remplies.

5. L'autorité centrale saisie informe sans délai le demandeur des suites de sa demande.

Article 5

1. L'autorité centrale de l'Etat requis prend ou fait prendre dans les plus brefs délais toutes dispositions qu'elle juge appropriées, en saisissant, le cas échéant, ses autorités compétentes, pour :

a. retrouver le lieu où se trouve l'enfant ;

b. éviter, notamment par les mesures provisoires nécessaires, que les intérêts de l'enfant ou du demandeur ne soient lésés ;

c. assurer la reconnaissance ou l'exécution de la décision ;

d. assurer la remise de l'enfant au demandeur lorsque l'exécution de la décision est accordée ;

e. informer l'autorité requérante des mesures prises et des suites données.

2. Lorsque l'autorité centrale de l'Etat requis a des raisons de croire que l'enfant se trouve dans le territoire d'un autre Etat contractant, elle transmet les documents à l'autorité centrale de cet Etat, par voie directe et sans délai.

3. A l'exception des frais de rapatriement, chaque Etat contractant s'engage à n'exiger du demandeur aucun paiement pour toute mesure prise pour le compte de celui-ci en vertu du paragraphe 1 du présent article par l'autorité centrale de cet Etat, y compris les frais et dépens du procès et, lorsque c'est le cas, les frais entraînés par la participation d'un avocat.

4. Si la reconnaissance ou l'exécution est refusée et si l'autorité centrale de l'Etat requis estime devoir donner suite à la demande du requérant d'introduire dans cet Etat une action au fond, cette autorité met tout en œuvre pour assurer la représentation du requérant dans cette procédure dans des conditions non moins favorables que celles dont peut bénéficier une personne qui est résidente et ressortissante de cet Etat et, à cet effet, elle peut notamment saisir ses autorités compétentes.

Article 6

1. Sous réserve des arrangements particuliers conclus entre les autorités centrales intéressées et des dispositions du paragraphe 3 du présent article :

a. les communications adressées à l'autorité centrale de l'Etat requis sont rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet Etat ou accompagnées d'une traduction dans cette langue ;

b. l'autorité centrale de l'Etat requis doit néanmoins accepter les communications rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.

2. Les communications émanant de l'autorité centrale de l'Etat requis, y compris les résultats des enquêtes effectuées, peuvent être rédigées dans la ou dans l'une des langues officielles de cet Etat ou en français ou en anglais.

3. Tout Etat contractant peut exclure l'application en tout ou en partie des dispositions du paragraphe 1.*b* du présent article. Lorsqu'un Etat contractant a fait cette réserve tout autre Etat contractant peut également l'appliquer à l'égard de cet Etat.

TITRE II

Reconnaissance et exécution des décisions et rétablissement de la garde des enfants

Article 7

Les décisions relatives à la garde rendues dans un Etat contractant sont reconnues et, lorsqu'elles sont exécutoires dans l'Etat d'origine, elles sont mises à exécution dans tout autre Etat contractant.

Article 8

1. En cas de déplacement sans droit, l'autorité centrale de l'Etat requis fera procéder immédiatement à la restitution de l'enfant :

a. lorsqu'au moment de l'introduction de l'instance dans l'Etat où la décision a été rendue ou à la date du déplacement sans droit, si celui-ci a eu lieu antérieurement, l'enfant ainsi

que ses parents avaient la seule nationalité de cet Etat et que l'enfant avait sa résidence habituelle sur le territoire dudit Etat, et

b. qu'une autorité centrale a été saisie de la demande de restitution dans un délai de six mois à partir du déplacement sans droit.

2. Si, conformément à la loi de l'Etat requis, il ne peut être satisfait aux prescriptions du paragraphe 1 du présent article sans l'intervention d'une autorité judiciaire, aucun des motifs de refus prévus dans la présente Convention ne s'appliquera dans la procédure judiciaire.

3. Si un accord homologué par une autorité compétente est intervenu entre la personne qui a la garde de l'enfant et une autre personne pour accorder à celle-ci un droit de visite et qu'à l'expiration de la période convenue l'enfant, ayant été emmené à l'étranger, n'a pas été restitué à la personne qui en avait la garde, il est procédé au rétablissement du droit de garde conformément aux paragraphe 1.*b* et 2 du présent article. Il en est de même en cas de décision de l'autorité compétente accordant ce même droit à une personne qui n'a pas la garde de l'enfant.

Article 9

1. Dans les cas de déplacement sans droit autres que ceux prévus à l'article 8 et si une autorité centrale a été saisie dans un délai de six mois à partir du déplacement, la reconnaissance et l'exécution ne peuvent être refusées que :

a. si, lorsqu'il s'agit d'une décision rendue en l'absence du défendeur ou de son représentant légal, l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur régulièrement et en temps utile pour qu'il puisse se défendre ; toutefois, cette absence de signification ou de notification ne saurait constituer une cause de refus de reconnaissance ou d'exécution lorsque la signification ou la notification n'a pas eu lieu parce que le défendeur a dissimulé l'endroit où il se trouve à la personne qui a engagé l'instance dans l'Etat d'origine ;

b. si, lorsqu'il s'agit d'une décision rendue en l'absence du défendeur ou de son représentant légal, la compétence de l'autorité qui l'a rendue n'est pas fondée :

i. sur la résidence habituelle du défendeur, ou

ii. sur la dernière résidence habituelle commune des parents de l'enfant pour autant que l'un d'eux y réside encore habituellement, ou

iii. sur la résidence habituelle de l'enfant ;

c. si la décision est incompatible avec une décision relative à la garde devenue exécutoire dans l'Etat requis avant le déplacement de l'enfant, à moins que l'enfant n'ait eu sa résidence habituelle sur le territoire de l'Etat requérant dans l'année précédant son déplacement.

2. Si aucune autorité centrale n'a été saisie, les dispositions du paragraphe 1 du présent article sont également applicables lorsque la reconnaissance et l'exécution sont demandées dans un délai de six mois à partir du déplacement sans droit.

3. En aucun cas, la décision ne peut faire l'objet d'un examen au fond.

Article 10

1. Dans les cas autres que ceux visés aux articles 8 et 9, la reconnaissance ainsi que l'exécution peuvent être refusées non seulement pour les motifs prévus à l'article 9, mais en outre pour l'un des motifs suivants :

a. s'il est constaté que les effets de la décision sont manifestement incompatibles avec les principes fondamentaux du droit régissant la famille et les enfants dans l'Etat requis ;

b. s'il est constaté qu'en raison de changements de circonstances incluant l'écoulement du temps mais excluant le seul changement de résidence de l'enfant à la suite d'un déplacement

sans droit, les effets de la décision d'origine ne sont manifestement plus conformes à l'intérêt de l'enfant ;

c. si, au moment de l'introduction de l'instance dans l'Etat d'origine :

i. l'enfant avait la nationalité de l'Etat requis ou sa résidence habituelle dans cet Etat alors qu'aucun de ces liens de rattachement n'existait avec l'Etat d'origine ;

ii. l'enfant avait à la fois la nationalité de l'Etat d'origine et de l'Etat requis et sa résidence habituelle dans l'Etat requis ;

d. si la décision est incompatible avec une décision rendue, soit dans l'Etat requis, soit dans un Etat tiers tout en étant exécutoire dans l'Etat requis, à la suite d'une procédure engagée avant l'introduction de la demande de reconnaissance ou d'exécution, et si le refus est conforme à l'intérêt de l'enfant.

2. Dans les mêmes cas, la procédure en reconnaissance ainsi que la procédure en exécution peuvent être suspendues pour l'un des motifs suivants :

a. si la décision d'origine fait l'objet d'un recours ordinaire ;

b. si une procédure concernant la garde de l'enfant, engagée avant que la procédure dans l'Etat d'origine n'ait été introduite, est pendante dans l'Etat requis ;

c. si une autre décision relative à la garde de l'enfant fait l'objet d'une procédure d'exécution ou de toute autre procédure relative à la reconnaissance de cette décision.

Article 11

1. Les décisions sur le droit de visite et les dispositions des décisions relatives à la garde qui portent sur le droit de visite sont reconnues et mises à exécution dans les mêmes conditions que les autres décisions relatives à la garde.

2. Toutefois, l'autorité compétente de l'Etat requis peut fixer les modalités de la mise en œuvre et de l'exercice du droit de visite compte tenu notamment des engagements pris par les parties à ce sujet.

3. Lorsqu'il n'a pas été statué sur le droit de visite ou lorsque la reconnaissance ou l'exécution de la décision relative à la garde est refusée, l'autorité centrale de l'Etat requis peut saisir ses autorités compétentes pour statuer sur le droit de visite, à la demande de la personne invoquant ce droit.

Article 12

Lorsqu'à la date à laquelle l'enfant est déplacé à travers une frontière internationale il n'existe pas de décision exécutoire sur sa garde rendue dans un Etat contractant, les dispositions de la présente Convention s'appliquent à toute décision ultérieure relative à la garde de cet enfant et déclarant le déplacement illicite, rendue dans un Etat contractant à la demande de toute personne intéressée.

TITRE III

Procédure

Article 13

1. La demande tendant à la reconnaissance ou l'exécution dans un autre Etat contractant d'une décision relative à la garde doit être accompagnée :

a. d'un document habilitant l'autorité centrale de l'Etat requis à agir au nom du requérant ou à désigner à cette fin un autre représentant ;

b. d'une expédition de la décision réunissant les conditions nécessaires à son authenticité ;

c. lorsqu'il s'agit d'une décision rendue en l'absence du défendeur ou de son représentant légal, de tout document de nature à établir que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été régulièrement signifié ou notifié au défendeur ;

d. le cas échéant, de tout document de nature à établir que, selon la loi de l'Etat d'origine, la décision est exécutoire ;

e. si possible, d'un exposé indiquant le lieu où pourrait se trouver l'enfant dans l'Etat requis ;

f. de propositions sur les modalités du rétablissement de la garde de l'enfant.

2. Les documents mentionnés ci-dessus doivent, le cas échéant, être accompagnés d'une traduction selon les règles établies à l'article 6.

Article 14

Tout Etat contractant applique à la reconnaissance et à l'exécution d'une décision relative à la garde une procédure simple et rapide. A cette fin, il veille à ce que la demande *d'exequatur* puisse être introduite sur simple requête.

Article 15

1. Avant de statuer sur l'application du paragraphe 1.*b* de l'article 10, l'autorité relevant de l'Etat requis :

a. doit prendre connaissance du point de vue de l'enfant, à moins qu'il n'y ait une impossibilité pratique, eu égard notamment à l'âge et à la capacité de discernement de celui-ci ; et

b. peut demander que des enquêtes appropriées soient effectuées.

2. Les frais des enquêtes effectuées dans un Etat contractant sont à la charge de l'Etat dans lequel elles ont été effectuées.

3. Les demandes d'enquête et leurs résultats peuvent être adressés à l'autorité concernée par l'intermédiaire des autorités centrales.

Article 16

Aux fins de la présente Convention, aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

TITRE IV

Réserves

Article 17

1. Tout Etat contractant peut faire la réserve selon laquelle, dans les cas prévus aux articles 8 et 9 ou à l'un de ces articles, la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives à la garde pourront être refusées pour ceux des motifs prévus à l'article 10 qui seront indiqués dans la réserve.

2. La reconnaissance et l'exécution des décisions rendues dans un Etat contractant ayant fait la réserve prévue au paragraphe 1 du présent article peuvent être refusées dans tout autre Etat contractant pour l'un des motifs additionnels indiqués dans cette réserve.

Article 18

Tout Etat contractant peut faire la réserve selon laquelle il n'est pas lié par les dispositions de l'article 12. Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux décisions visées à l'article 12 qui ont été rendues dans un Etat contractant qui a fait cette réserve.

TITRE V

Autres instruments

Article 19

La présente Convention n'empêche pas qu'un autre instrument international liant l'Etat d'origine et l'Etat requis ou le droit non conventionnel de l'Etat requis soient invoqués pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution d'une décision.

Article 20

1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux engagements qu'un Etat contractant peut avoir à l'égard d'un Etat non contractant en vertu d'un instrument international portant sur des matières régies par la présente Convention.

2. Lorsque deux ou plusieurs Etats contractants ont établi ou viennent à établir une législation uniforme dans le domaine de la garde des enfants ou un système particulier de reconnaissance ou d'exécution des décisions dans ce domaine, ils auront la faculté d'appliquer entre eux cette législation ou ce système à la place de la présente Convention ou de toute partie de celle-ci. Pour se prévaloir de cette disposition, ces Etats devront notifier leur décision au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Toute modification ou révocation de cette décision doit également être notifiée.

TITRE VI

Clauses finales

Article 21

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 22

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions de l'article 21.

2. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 23

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.*d* du Statut, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 24

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation. d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 25

1. Un Etat qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en matière de garde des enfants et de reconnaissance et d'exécution de décisions relatives à la garde peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ces unités territoriales ou à une ou plusieurs d'entre elles.

2. Il peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à toute autre unité territoriale désignée dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de cette unité territoriale le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne toute unité territoriale désignée dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 26

1. Au regard d'un Etat qui, en matière de garde des enfants, a deux ou plusieurs systèmes de droit d'application territoriale :

a. la référence à la loi de la résidence habituelle ou de la nationalité d'une personne doit être entendue comme référence au système de droit déterminé par les règles en vigueur dans cet Etat ou, à défaut de telles règles, au système avec lequel la personne concernée a les liens les plus étroits ;

b. la référence à l'Etat d'origine ou à l'Etat requis doit être entendue, selon le cas, comme référence à l'unité territoriale dans laquelle la décision a été rendue ou à l'unité territoriale dans laquelle la reconnaissance ou l'exécution de la décision ou le rétablissement de la garde est demandé.

2. Le paragraphe 1.*a* du présent article s'applique également *mutatis mutandis* aux Etats qui, en matière de garde des enfants, ont deux ou plusieurs systèmes de droit d'application personnelle.

Article 27

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer faire usage d'une ou plusieurs réserves figurant au paragraphe 3 de l'article 6, à l'article 17 et à l'article 18 de la présente Convention. Aucune autre réserve n'est admise.

2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu de paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 28

A l'issue de la troisième année qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et, à son initiative, à tout autre moment après cette date, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe invitera les représentants des autorités centrales désignées par les Etats contractants à se réunir en vue d'étudier et de faciliter le fonctionnement de la Convention. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas partie à la Convention pourra se faire représenter par un observateur. Les travaux de chacune de ces réunions feront l'objet d'un rapport qui sera adressé pour information au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Article 29

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 30

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 22, 23, 24 et 25 ;

d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignes, dument autorises a cet effet, ont signe la presente Convention.

Fait a Luxembourg, le 20 mai 1980, en francais et en anglais, les deux textes faisant egalement foi, en un seul exemplaire qui sera depose dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secretaire General du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiee conforme a chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et a tout Etat invite a adherer a la presente Convention.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΗ ΚΑΙ ΕΚΤΕΛΕΣΗ ΑΠΟΦΑΣΕΩΝ ΣΕ ΘΕΜΑΤΑ ΕΠΙΜΕΛΕΙΑΣ ΤΩΝ ΤΕΚΝΩΝ ΚΑΙ ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΠΟΚΑΤΑΣΤΑΣΗ ΤΗΣ ΕΠΙΜΕΛΕΙΑΣ ΤΟΥΣ

Τα Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης, που υπογράφουν την παρούσα σύμβαση,

Αναγνωρίζοντας ότι στα Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης το συμφέρον των τέκνων είναι πρωταρχικής σημασίας για τη λήψη αποφάσεων, που αφορούν την επιμέλειά τους,

Κρίνοντας ότι η θέσπιση μέτρων προορισμένων να διευκολύνουν την αναγνώριση και την εκτέλεση αποφάσεων, που αφορούν την επιμέλεια του τέκνου θα έχει ως αποτέλεσμα τη μεγαλύτερη προστασία του συμφέροντος των τέκνων,

Θεωρώντας επιθυμητό, για το σκοπό αυτόν, να υπογραμμίσουν ότι το δικαίωμα προσωπικής επικοινωνίας των γονέων είναι φυσική απόρροια του δικαιώματος της επιμέλειας,

Διαπιστώνοντας τον αυξανόμενο αριθμό των περιπτώσεων όπου τέκνα έχουν μετακινηθεί παράνομα δια μέσου διεθνών συνόρων, καθώς και τις δυσκολίες για την αρμόζουσα επίλυση των προβλημάτων, που προκαλούνται από τέτοιες περιπτώσεις,

Επιθυμώντας να εισαγάγουν κατάλληλες διατάξεις που να επιτρέπουν την αποκατάσταση της επιμέλειας των τέκνων, όταν η επιμέλεια αυτή έχει διακοπεί αυθαίρετα,

Πιστεύοντας ότι γι' αυτόν το σκοπό είναι σκόπιμο να ληφθούν μέτρα, που να ανταποκρίνονται στις διάφορες ανάγκες και στις διάφορες περιστάσεις,

Επιθυμώντας να ιδρύσουν σχέσεις δικαστικής συνεργασίας μεταξύ των αρχών τους,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Για τους σκοπούς της Σύμβασης αυτής, οι παρακάτω όροι χρησιμοποιούνται με την ακόλουθη έννοια:

α. "Τέκνο": πρόσωπο, οποιασδήποτε ιθαγένειας που δεν συμπλήρωσε ακόμη το 16ο έτος της ηλικίας του και που δεν έχει το δικαίωμα να ορίζει το ίδιο τον τόπο διαμονής του σύμφωνα με το δίκαιο της συνήθους διαμονής του ή της ιθαγένειάς του ή σύμφωνα με το εσωτερικό δίκαιο του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

β. "Αρχή": κάθε δικαστική ή διοικητική αρχή.

γ. "Απόφαση σχετική με την επιμέλεια": κάθε απόφαση αρχής στο μέτρο που ρυθμίζει τη φροντίδα του προσώπου του τέκνου, περιλαμβανομένου του δικαιώματος καθορισμού του τόπου διαμονής του καθώς και του δικαιώματος της προσωπικής επικοινωνίας.

δ. "Μετακίνηση χωρίς δικαίωμα": η μετακίνηση ενός τέκνου δια μέσου διεθνών συνόρων κατά παράβαση απόφασης σχετικής προς την επιμέλεια, που εκδόθηκε σε συμβαλλόμενο Κράτος και είναι εκτελεστή σ' ένα τέτοιο Κράτος. Θεωρείται επίσης ως μετακίνηση χωρίς δικαίωμα:

ι. η μη επιστροφή ενός τέκνου δια μέσου διεθνών συνόρων στο τέλος της περιόδου άσκησης του δικαιώματος προσωπικής επικοινωνίας, που αφορά το τέκνο αυτό ή στο τέλος οποιασδήποτε άλλης προσωρινής παραμονής σε έδαφος άλλο εκτός εκείνου όπου ασκείται η επιμέλεια,

ιι. η μετακίνηση που κηρύσσεται μεταγενέστερα ως παράνομη κατά την έννοια του άρθρου 12.

ΤΙΤΛΟΣ Ι
ΚΕΝΤΡΙΚΕΣ ΑΡΧΕΣ

Άρθρο 2

1. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος θα ορίσει μια κεντρική αρχή για να ασκεί τις λειτουργίες, που προβλέπονται από την παρούσα Σύμβαση.

2. Τα ομοσπονδιακά Κράτη και τα Κράτη με πλειονότητα νομικών συστημάτων έχουν την ευχέρεια να ορίσουν περισσότερες κεντρικές αρχές προσδιορίζοντας και την αρμοδιότητά τους.

3. Κάθε ορισμός που γίνεται σε εφαρμογή του άρθρου αυτού πρέπει να γνωστοποιείται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 3

1. Οι κεντρικές αρχές των συμβαλλόμενων Κρατών πρέπει να συνεργάζονται μεταξύ τους και να προωθούν τη συνεργασία μεταξύ των αρμόδιων αρχών των αντίστοιχων χωρών τους. Οφείλουν να ενεργούν με όλη την απαραίτητη επιμέλεια.

2. Με σκοπό τη διευκόλυνση της εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης, οι κεντρικές αρχές των συμβαλλόμενων Κρατών:

α. εξασφαλίζουν τη διαβίβαση των αιτήσεων πληροφοριών, που προέρχονται από αρμόδιες αρχές και αναφέρονται σε νομικά ή πραγματικά ζητήματα σχετικά με εκκρεμείς διαδικασίες,

β. ανακοινώνουν αμοιβαία, μετά από αίτηση, πληροφορίες ως προς το δίκαιό τους σχετικά με την επιμέλεια των τέκνων και ως προς την εξέλιξή του,

γ. ενημερώνονται αμοιβαία για τις δυσχέρειες που πιθανόν να ανακύψουν κατά την εφαρμογή της Σύμβασης και προσπαθούν, όσο είναι δυνατό, να άρουν τα εμπόδια κατά την εφαρμογή της.

Άρθρο 4

1. Όποιος πέτυχε την έκδοση σε συμβαλλόμενο Κράτος απόφασης επιμέλειας τέκνου και επιθυμεί να επιτύχει την αναγνώριση ή την εκτέλεσή της σε άλλο συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να απευθυνθεί, για το σκοπό αυτόν, με αίτηση στην κεντρική αρχή οποιουδήποτε συμβαλλόμενου Κράτους.

2. Η αίτηση πρέπει να συνοδεύεται από τα έγγραφα που αναφέρονται στο άρθρο 13.

3. Η κεντρική αρχή που δέχεται την αίτηση, αν δεν είναι η κεντρική αρχή του Κράτους προς το οποίο αυτή απευθύνεται, διαβιβάζει στην τελευταία αυτή αρχή τα έγγραφα απευθείας και χωρίς καθυστέρηση.

4. Η κεντρική αρχή που δέχεται την αίτηση μπορεί να

αρνηθεί την παρέμβασή της, όταν είναι προφανές ότι δεν πληρούνται οι προϋποθέσεις, που τίθενται από τη Σύμβαση αυτή.

5. Η κεντρική αρχή που δέχεται την αίτηση ενημερώνει, χωρίς καθυστέρηση, τον αιτούντα για την τύχη της αίτησής του.

Άρθρο 5

1. Η κεντρική αρχή του Κράτους στο οποίο απευθύνεται η αίτηση λαμβάνει ή ενεργεί ώστε να ληφθούν μέσα στις συντομότερες προθεσμίες όλα τα μέτρα, που κρίνει κατάλληλα, προσφεύγοντας ενδεχομένως στις αρμόδιες αρχές της, προκειμένου:

α. να ανακαλυφθεί ο τόπος όπου βρίσκεται το τέκνο,

β. να αποφευχθεί, ιδίως με τα αναγκαία προσωρινά μέτρα, η προσβολή των συμφερόντων του τέκνου ή του αιτούντος,

γ. να εξασφαλισθεί η αναγνώριση ή η εκτέλεση της απόφασης,

δ. να εξασφαλισθεί η παράδοση του τέκνου στον αιτούντα, όταν η εκτέλεση της απόφασης έχει εγκριθεί,

ε. να πληροφορηθεί η αιτούσα αρχή τα μέτρα που λαμβάνονται και τη συνέχεια που δόθηκε.

2. Όταν η κεντρική αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση έχει λόγους να πιστεύει ότι το τέκνο βρίσκεται στο έδαφος άλλου συμβαλλόμενου Κράτους, διαβιβάζει τα έγγραφα, απευθείας και χωρίς καθυστέρηση, στην κεντρική αρχή του Κράτους αυτού.

3. Με εξαίρεση τα έξοδα επαναπατρισμού, κάθε συμβαλλόμενο Κράτος αναλαμβάνει την υποχρέωση να μην απαιτεί από τον αιτούντα καμιά πληρωμή για μέτρα που έχουν ληφθεί για λογαριασμό του, σύμφωνα με την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου, από την κεντρική αρχή αυτού του Κράτους, περιλαμβανομένων των δικαστικών εξόδων και των εξόδων σύμπραξης δικηγόρου, αν συντρέχει περίπτωση.

4. Αν η αναγνώριση ή η εκτέλεση απορρίπτεται και αν η κεντρική αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση κρίνει ότι οφείλει να ικανοποιήσει το αίτημα του αιτούντος να ασκήσει σ' αυτό το Κράτος αγωγή επί της ουσίας, αυτή η αρχή καταβάλλει κάθε προσπάθεια ώστε να εξασφαλισθεί η αντιπροσώπευση του αιτούντος στη διαδικασία με όρους όχι λιγότερο ευνοϊκούς από εκείνους που παρέχονται σε πρόσωπο που είναι κάτοικος και υπήκοος αυτού του κράτους και συγκεκριμένα μπορεί, για το σκοπό αυτόν, να προσφύγει στις αρμόδιες αρχές του.

Άρθρο 6

1. Με την επιφύλαξη ιδιαίτερων συμφωνιών μεταξύ των ενδιαφερόμενων κεντρικών αρχών καθώς και των διατάξεων της παραγράφου 3 του παρόντος άρθρου:

α. Οι ανακοινώσεις προς την κεντρική αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση συντάσσονται στην επίσημη ή σε μια από τις επίσημες γλώσσες του Κράτους αυτού ή συνοδεύονται από μετάφραση στη γλώσσα αυτή.

β. Η κεντρική αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση πρέπει εν τούτοις να δέχεται ανακοινώσεις στην αγγλική ή γαλλική γλώσσα ή συνοδευόμενες από μετάφραση σε μια από τις γλώσσες αυτές.

2. Οι ανακοινώσεις που προέρχονται από την κεντρική αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, συμπεριλαμβανομένων των αποτελεσμάτων των ερευνών, που έχουν διεξαχθεί, μπορούν να συντάσσονται στην επίσημη γλώσσα ή σε μια από τις επίσημες γλώσσες του Κράτους αυτού ή στη γαλλική ή αγγλική.

3. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να αποκλείσει την εφαρμογή, εν όλω ή εν μέρει, των διατάξεων της παραγράφου 1β του παρόντος άρθρου. Αν ένα συμβαλλόμενο Κράτος έχει κάνει αυτήν την επιφύλαξη, κάθε άλλο συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί επίσης να εφαρμόσει την επιφύλαξη έναντι του Κράτους αυτού.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ
ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΗ ΚΑΙ ΕΚΤΕΛΕΣΗ ΤΩΝ ΑΠΟΦΑΣΕΩΝ ΚΑΙ ΑΠΟΚΑΤΑΣΤΑΣΗ ΤΗΣ ΕΠΙΜΕΛΕΙΑΣ ΤΩΝ ΤΕΚΝΩΝ

Άρθρο 7

Οι σχετικές με την επιμέλεια αποφάσεις που εκδόθηκαν σ' ένα συμβαλλόμενο Κράτος αναγνωρίζονται και, αν είναι εκτελεστές στο Κράτος έκδοσής τους, εκτελούνται σε κάθε άλλο συμβαλλόμενο Κράτος.

Άρθρο 8

1. Σε περίπτωση παράνομης μετακίνησης, η κεντρική αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση ενεργεί αμέσως για την αποκατάσταση της επιμέλειας του τέκνου:

α. αν κατά το χρόνο της άσκησης της αγωγής στο Κράτος όπου εκδόθηκε η απόφαση ή κατά την ημερομηνία της παράνομης μετακίνησης, εφόσον αυτή είχε γίνει προηγουμένως, το τέκνο και οι γονείς του είχαν ως μόνη ιθαγένεια την ιθαγένεια του Κράτους αυτού και το τέκνο είχε τη συνήθη διαμονή του στο έδαφος του ίδιου Κράτους, και

β. αν η αίτηση αποκατάστασης είχε κατατεθεί σε μια κεντρική αρχή μέσα σε περίοδο έξι μηνών από την ημερομηνία της παράνομης μετακίνησης.

2. Αν, σύμφωνα με τη νομοθεσία του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, δεν μπορούν να πληρωθούν οι προϋποθέσεις της παρ. 1 του παρόντος άρθρου χωρίς την παρέμβαση δικαστικής αρχής, κανένας από τους λόγους άρνησης που προβλέπονται στην παρούσα Σύμβαση δεν θα εφαρμόζεται κατά τη δικαστική διαδικασία.

3. Αν υπάρχει συμφωνία επικυρωμένη από την αρμόδια αρχή μεταξύ του προσώπου που έχει την επιμέλεια του τέκνου και ενός άλλου προσώπου για να δοθεί στο άλλο αυτό πρόσωπο το δικαίωμα προσωπικής επικοινωνίας και στο τέλος της συμφωνημένης περιόδου το τέκνο, έχοντας μεταφερθεί στο εξωτερικό, δεν αποδίδεται στο πρόσωπο που είχε την επιμέλεια, η επιμέλεια του τέκνου αποδίδεται σύμφωνα με τις παραγράφους 1.β και 2 του παρόντος άρθρου. Το ίδιο ισχύει στην περίπτωση απόφασης της αρμόδιας αρχής που απονέμει τέτοιο δικαίωμα σε πρόσωπο που δεν έχει την επιμέλεια του τέκνου.

Άρθρο 9

1. Σε περιπτώσεις παράνομης μετακίνησης εκτός από εκείνες που προβλέπονται στο άρθρο 8 και αν η αίτηση έχει κατατεθεί σε μια κεντρική αρχή μέσα σε έξι μήνες από την μετακίνηση, η αναγνώριση και εκτέλεση δεν μπορούν να αποκρουσθούν παρά μόνο:

α. αν πρόκειται για απόφαση που εκδόθηκε ερήμην του εναγομένου ή του νόμιμου αντιπροσώπου και το εισαγωγικό έγγραφο της δίκης ή ένα ισοδύναμο έγγραφο δεν γνωστοποιήθηκε ή δεν επιδόθηκε στον εναγόμενο νομίμως και

εγκαίρως ώστε να μπορέσει να υπερασπισθεί τον εαυτό του. Εν τούτοις, η έλλειψη γνωστοποίησης ή επίδοσης δεν αποτελεί λόγο απόκρουσης της αναγνώρισης ή της εκτέλεσης, όταν η γνωστοποίηση ή η επίδοση δεν πραγματοποιήθηκε επειδή ο εναγόμενος απέκρυψε το μέρος όπου βρίσκεται από το πρόσωπο που άσκησε την αγωγή στο Κράτος έκδοσης της απόφασης,

β. αν πρόκειται για απόφαση που εκδόθηκε ερήμην του εναγομένου ή του νόμιμου αντιπροσώπου του και η δικαιοδοσία της αρχής που την εξέδωσε δεν βασίζεται:

ι. στη συνήθη διαμονή του εναγομένου, ή

ιι. στην τελευταία κοινή και συνήθη διαμονή των γονέων του τέκνου, εφόσον ο ένας τουλάχιστον διαμένει ακόμη εκεί συνήθως, ή

ιιι. στη συνήθη διαμονή του τέκνου,

γ. αν η απόφαση είναι ασυμβίβαστη με απόφαση σχετική με την επιμέλεια, που έγινε εκτελεστή στο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση πριν από τη μετακίνηση του τέκνου, εκτός αν το τέκνο είχε τη συνήθη διαμονή του στο έδαφος του αιτούντος Κράτους κατά το έτος που προηγήθηκε της μετακίνησης.

2. Αν η αίτηση δεν έχει υποβληθεί σε κεντρική αρχή, οι διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται επίσης όταν η αναγνώριση και η εκτέλεση ζητούνται μέσα σε έξι μήνες από την ημερομηνία της παράνομης μετακίνησης.

3. Σε καμιά περίπτωση η απόφαση δεν μπορεί ν' αποτελέσει αντικείμενο αναθεώρησης επί της ουσίας.

Άρθρο 10

1. Σε περιπτώσεις άλλες από εκείνες που προβλέπονται στα άρθρα 8 και 9, η αναγνώριση καθώς και η εκτέλεση μπορούν να αποκρουσθούν όχι μόνο για τους λόγους που προβλέπονται στο άρθρο 9, αλλά επιπλέον και για έναν από τους ακόλουθους λόγους:

α. αν διαπιστώνεται ότι τα αποτελέσματα της απόφασης είναι προφανώς ασυμβίβαστα προς τις θεμελιώδεις αρχές του οικογενειακού δικαίου του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση,

β. αν διαπιστώνεται ότι λόγω μεταβολής των συνθηκών, στις οποίες περιλαμβάνεται η πάροδος του χρόνου όχι όμως και η απλή μεταβολή της διαμονής του τέκνου λόγω παράνομης μετακίνησης, τα αποτελέσματα της αρχικής απόφασης προφανώς δεν είναι πλέον σύμφωνα προς το συμφέρον του τέκνου,

γ. αν κατά το χρόνο άσκησης της αγωγής στο κράτος έκδοσης της απόφασης:

ι. το τέκνο είχε την ιθαγένεια του κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση ή είχε τη συνήθη διαμονή του σ' αυτό το κράτος, ενώ κανένας τέτοιος σύνδεσμος δεν υπήρχε με το κράτος έκδοσης της απόφασης,

ιι. το τέκνο είχε συγχρόνως την ιθαγένεια και του κράτους έκδοσης της απόφασης και του κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση και είχε τη συνήθη διαμονή του στο κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση,

δ. αν η απόφαση είναι ασυμβίβαστη με απόφαση που εκδόθηκε στο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση ή είναι εκτελεστή σ' αυτό έχοντας εκδοθεί σε τρίτο κράτος ύστερα από διαδικασία, που είχε αρχίσει πριν από την υποβολή της αίτησης αναγνώρισης ή εκτέλεσης και εφόσον η απόκρουση είναι σύμφωνη προς το συμφέρον του τέκνου.

2. Στις ίδιες αυτές περιπτώσεις, η διαδικασία για αναγνώριση ή για κήρυξη εκτελεστότητας μπορούν να αναβληθούν για έναν από τους ακόλουθους λόγους:

α. αν η αρχική απόφαση αποτελεί το αντικείμενο τακτικού ένδικου μέσου,

β. αν διαδικασία σχετική με την επιμέλεια του τέκνου, που άρχισε πριν αρχίσει η διαδικασία στο κράτος έκδοσης της απόφασης, είναι εκκρεμής στο κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση,

γ. αν άλλη απόφαση σχετική προς την επιμέλεια του τέκνου αποτελεί το αντικείμενο διαδικασίας εκτέλεσης ή οποιασδήποτε άλλης διαδικασίας σχετικής προς την αναγνώριση αυτής της απόφασης.

Άρθρο 11

1. Οι αποφάσεις για την προσωπική επικοινωνία και οι διατάξεις των αποφάσεων των σχετικών με την επιμέλεια που αφορούν την προσωπική επικοινωνία αναγνωρίζονται και εκτελούνται με τους ίδιους όρους όπως και οι λοιπές αποφάσεις οι σχετικές με την επιμέλεια.

2. Πάντως, η αρμόδια αρχή του κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να καθορίσει τους όρους πραγματοποίησης και άσκησης του δικαιώματος προσωπικής επικοινωνίας, αφού ληφθούν υπόψη ιδίως οι υποχρεώσεις, που αναλήφθηκαν από τα μέρη σ' αυτό το θέμα.

3. Αν δεν έχει εκδοθεί απόφαση για την προσωπική επικοινωνία ή αν έχει αποκρουσθεί η αναγνώριση ή η εκτέλεση της απόφασης για την επιμέλεια, η κεντρική αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση μπορεί να προσφύγει στις αρμόδιες αρχές του προκειμένου να εκδοθεί απόφαση για την προσωπική επικοινωνία μετά από αίτηση του προσώπου που επικαλείται το δικαίωμα αυτό.

Άρθρο 12

Όταν κατά το χρόνο κατά τον οποίο το τέκνο μετακινείται δια μέσου διεθνών συνόρων δεν υπάρχει εκτελεστή απόφαση για την επιμέλειά του, που να εκδόθηκε σε ένα συμβαλλόμενο Κράτος, οι διατάξεις της Σύμβασης αυτής εφαρμόζονται σε κάθε μεταγενέστερη απόφαση, σχετική με την επιμέλεια αυτού του τέκνου, η οποία εκδόθηκε σε ένα συμβαλλόμενο Κράτος μετά από αίτηση κάθε ενδιαφερόμενου προσώπου και η οποία αποφαίνεται ότι η μετακίνηση είναι παράνομη.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ
ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ

Άρθρο 13

1. Η αίτηση που επιζητεί την αναγνώριση ή την εκτέλεση απόφασης σχετικής με την επιμέλεια σε άλλο συμβαλλόμενο Κράτος πρέπει να συνοδεύεται:

α. από έγγραφη εξουσιοδότηση προς την κεντρική αρχή του Κράτους, προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, να ενεργήσει στο όνομα εκείνου που υποβάλλει την αίτηση ή να ορίσει για το σκοπό αυτόν έναν άλλο αντιπρόσωπο,

β. από ένα αντίγραφο της απόφασης που συγκεντρώνει τους όρους γνησιότητας,

γ. αν πρόκειται για απόφαση που εκδόθηκε ερήμην του εναγομένου ή του νόμιμου αντιπροσώπου του, από κάθε έγγραφο, που αποδεικνύει ότι η αγωγή ή άλλη ισοδύναμη πράξη επιδόθηκε ή γνωστοποιήθηκε κανονικά στον εναγόμενο,

δ. ενδεχομένως από κάθε έγγραφο κατάλληλο να αποδείξει ότι η απόφαση είναι εκτελεστή σύμφωνα με το δίκαιο του Κράτους όπου εκδόθηκε,

ε. αν είναι δυνατό, από μία έκθεση που να υποδεικνύει τον τόπο όπου θα μπορούσε να ανευρεθεί το τέκνο, στο κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση,

στ. από προτάσεις για τον τρόπο αποκατάστασης της επιμέλειας του τέκνου.

2. Τα έγγραφα που αναφέρονται παραπάνω πρέπει, ενδεχομένως, να συνοδεύονται από μετάφραση σύμφωνα με τους κανόνες που θεσπίζονται στο άρθρο 6.

Άρθρο 14

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος εφαρμόζει απλή και γρήγορη διαδικασία για την αναγνώριση και εκτέλεση απόφασης σχετικής με την επιμέλεια του τέκνου. Για το σκοπό αυτόν φροντίζει ώστε το αίτημα για την κήρυξη της εκτελεστότητας να μπορεί να εισάγεται με απλή αίτηση.

Άρθρο 15

1. Πριν αποφανθεί ως προς την αίτηση της παραγράφου 1β του άρθρου 10, η αρμόδια αρχή του Κράτους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση:

α. πρέπει να λάβει γνώση των απόψεων του τέκνου, εκτός εάν αυτό είναι πρακτικά αδύνατο, ιδίως εν όψει της ηλικίας του και της ικανότητάς του να διακρίνει και

β. μπορεί να ζητήσει να γίνουν οι κατάλληλες έρευνες.

2. Τα έξοδα των ερευνών που γίνονται σε συμβαλλόμενο Κράτος βαρύνουν το Κράτος στο οποίο πραγματοποιούνται.

3. Οι αιτήσεις ερευνών και τα πορίσματά τους μπορούν να απευθύνονται στην ενδιαφερόμενη αρχή μέσω των κεντρικών αρχών.

Άρθρο 16

Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης δεν απαιτείται καμιά επικύρωση ή άλλη ανάλογη διατύπωση.

ΤΙΤΛΟΣ IV
ΕΠΙΦΥΛΑΞΕΙΣ

Άρθρο 17

1. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να διατυπώσει την επιφύλαξη ότι, στις περιπτώσεις που προβλέπονται στα άρθρα 8 και 9 ή σε ένα από αυτά, η αναγνώριση και η εκτέλεση των αποφάσεων των σχετικών με την επιμέλεια θα μπορούν να αποκρουσθούν για εκείνους από τους προβλεπόμενους στο άρθρο 10 λόγους που μνημονεύονται στην επιφύλαξη.

2. Η αναγνώριση και η εκτέλεση των αποφάσεων των εκδιδόμενων σε ένα συμβαλλόμενο Κράτος, που έχει προβεί στην επιφύλαξη της παραγράφου 1 του άρθρου αυτού, μπορούν να αποκρουσθούν σε οποιοδήποτε άλλο συμβαλλόμενο Κράτος για έναν από τους πρόσθετους λόγους που μνημονεύονται στην επιφύλαξη αυτήν.

Άρθρο 18

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να διατυπώσει την επιφύλαξη ότι δεν θα δεσμεύεται από τις διατάξεις του άρθρου 12. Οι διατάξεις της παρούσας Σύμβασης δεν εφαρμόζονται στις αποφάσεις που προβλέπονται στο άρθρο 12, όταν έχουν εκδοθεί σε ένα συμβαλλόμενο Κράτος που έχει διατυπώσει αυτήν την επιφύλαξη.

ΤΙΤΛΟΣ V
ΑΛΛΕΣ ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΣΥΜΦΩΝΙΕΣ

Άρθρο 19

Η παρούσα Σύμβαση δεν εμποδίζει την επίκληση μιας άλλης διεθνούς συμφωνίας που δεσμεύει το Κράτος έκδοσης της απόφασης και το Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση, ούτε την επίκληση του μη συμβατικού δικαίου του δεύτερου Κράτους για την επίτευξη της αναγνώρισης ή της εκτέλεσης μιας απόφασης.

Άρθρο 20

1. Η παρούσα Σύμβαση δεν θίγει τις υποχρεώσεις που ένα συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να έχει απέναντι σε ένα μη συμβαλλόμενο Κράτος, δυνάμει διεθνούς συμφωνίας που αναφέρεται σε θέματα ρυθμιζόμενα με την παρούσα Σύμβαση.

2. Όταν δύο ή περισσότερα συμβαλλόμενα Κράτη έχουν θεσπίσει ή πρόκειται να θεσπίσουν ομοιόμορφη νομοθεσία στον τομέα της επιμέλειας των τέκνων ή ένα ιδιαίτερο σύστημα αναγνώρισης ή εκτέλεσης των σχετικών αποφάσεων, θα έχουν την ευχέρεια να εφαρμόσουν μεταξύ τους αυτήν τη νομοθεσία ή αυτό το σύστημα αντί για την παρούσα Σύμβαση ή για οποιοδήποτε τμήμα της. Για να επωφεληθούν από αυτήν τη διάταξη, τα Κράτη αυτά πρέπει να γνωστοποιήσουν την απόφασή τους στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Κάθε τροποποίηση ή ανάκληση αυτής της απόφασης πρέπει επίσης να γνωστοποιείται.

ΤΙΤΛΟΣ VI
ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 21

Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοιχτή για υπογραφή από τα Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης. Υπόκειται σε επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 22

1. Η παρούσα Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα που ακολουθεί μετά την πάροδο τριών μηνών από την ημερομηνία κατά την οποία τρία Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης θα έχουν εκφράσει τη συγκατάθεσή τους να δεσμευθούν από τη Σύμβαση σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 21.

2. Για κάθε Κράτος μέλος που θα εκφράσει μεταγενέστερα τη συγκατάθεσή του να δεσμευθεί από τη Σύμβαση, η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα, που ακολουθεί μετά την πάροδο τριών μηνών από την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

Άρθρο 23

1. Μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, η Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί να καλεί κάθε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση με απόφαση που λαμβάνεται με την πλειοψηφία την προβλεπόμενη στο άρθρο 20 δ του καταστατικού και με ομοφωνία των αντιπροσώπων των συμβαλλόμενων Κρατών, που έχουν το δικαίωμα να μετέχουν στην Επιτροπή.

2. Για κάθε Κράτος που προσχωρεί, η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα που ακολουθεί μετά την πάροδο τριών μηνών από την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου προσχώρησης στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 24

1. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή κατά το χρόνο κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να ορίσει το ή τα εδάφη στα οποία θα εφαρμόζεται η παρούσα Σύμβαση.

2. Κάθε Κράτος μπορεί, οποτεδήποτε μεταγενέστερα, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να επεκτείνει την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης σε οποιοδήποτε άλλο έδαφος, που καθορίζεται στη δήλωση. Η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει ως προς το έδαφος αυτό την πρώτη μέρα του μήνα, που ακολουθεί μετά την πάροδο τριών μηνών από την ημερομηνία λήψης της δήλωσης από το Γενικό Γραμματέα.

3. Κάθε δήλωση που γίνεται δυνάμει των δύο προηγούμενων παραγράφων μπορεί ως προς κάθε εδαφική ενότητα, που καθορίζεται σ' αυτή, να αποσύρεται με γνωστοποίηση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα. Η ανάκληση αρχίζει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα που ακολουθεί μετά την πάροδο έξι μηνών από την ημερομηνία λήψης της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 25

1. Ένα Κράτος που περιλαμβάνει δύο ή περισσότερες εδαφικές ενότητες, στις οποίες διαφορετικά νομικά συστήματα εφαρμόζονται ως προς την επιμέλεια των τέκνων και την αναγνώριση και εκτέλεση αποφάσεων σχετικών με την επιμέλεια μπορεί, κατά το χρόνο της κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να δηλώσει ότι η παρούσα Σύμβαση θα εφαρμόζεται σε όλες τις εδαφικές του ενότητες ή σε μια ή περισσότερες από αυτές.

2. Είναι δυνατόν, οποτεδήποτε μεταγενέστερα, με δήλωση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης να επεκτείνει την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης σε κάθε άλλη εδαφική ενότητα που καθορίζεται στη δήλωση. Η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει ως προς την εδαφική αυτήν ενότητα την πρώτη μέρα του μήνα, που ακολουθεί μετά την πάροδο τριών μηνών από την ημερομηνία λήψης της δήλωσης από το Γενικό Γραμματέα.

3. Κάθε δήλωση που γίνεται δυνάμει των δύο προηγούμενων παραγράφων μπορεί να αποσύρεται ως προς κάθε εδαφική ενότητα που καθορίζεται σ' αυτήν τη δήλωση με γνωστοποίηση, που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα. Η ανάκληση αρχίζει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα που ακολουθεί μετά την πάροδο έξι μηνών από την ημερομηνία λήψης της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 26

1. Ως προς Κράτος που στον τομέα της επιμέλειας των τέκνων έχει δύο ή περισσότερα νομικά συστήματα τα οποία εφαρμόζονται σε διαφορετικές εδαφικές περιοχές:

α. η αναφορά στο δίκαιο της συνήθους διαμονής ή της ιθαγένειας του προσώπου πρέπει να νοείται ως αναφορά στο νομικό σύστημα, που καθορίζεται από τους κανόνες, που ισχύουν στο Κράτος αυτό ή, αν τέτοιοι κανόνες δεν υπάρχουν, στο σύστημα με το οποίο το ενδιαφερόμενο πρόσωπο έχει τους στενότερους δεσμούς,

β. η αναφορά στο Κράτος έκδοσης της απόφασης ή στο Κράτος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση πρέπει να νοείται, ανάλογα με την περίπτωση, ως αναφορά στην εδαφική ενότητα στην οποία έχει εκδοθεί η απόφαση ή στην οποία ζητείται η αναγνώριση ή η εκτέλεση της απόφασης ή η αποκατάσταση της επιμέλειας.

2. Η παράγραφος 1α του άρθρου αυτού εφαρμόζεται επίσης MUTATIS MUTANDIS στα Κράτη που, στον τομέα της επιμέλειας των τέκνων, έχουν δύο ή περισσότερα νομικά συστήματα, που εφαρμόζονται ανάλογα με τα πρόσωπα.

Άρθρο 27

1. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά το χρόνο της υπογραφής ή κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης να δηλώσει ότι κάνει χρήση μιας ή περισσότερων από τις επιφυλάξεις που αναφέρονται στην παράγραφο 3 του άρθρου 6, στο άρθρο 17 και στο άρθρο 18 της παρούσας Σύμβασης. Καμιά άλλη επιφύλαξη δεν είναι δεκτή.

2. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος που διατύπωσε επιφύλαξη δυνάμει της προηγούμενης παραγράφου μπορεί να την αποσύρει ολικά ή μερικά, απευθύνοντας στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης γνωστοποίηση που θα αρχίσει να ισχύει από την ημερομηνία της λήψης της.

Άρθρο 28

Στο τέλος του τρίτου έτους μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης και με δική του πρωτοβουλία, οποτεδήποτε μεταγενέστερα, ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα καλεί τους εκπροσώπους των κεντρικών αρχών, που ορίζονται από τα συμβαλλόμενα Κράτη, σε σύνοδο για να μελετήσουν και να διευκολύνουν τη λειτουργία της Σύμβασης. Κάθε Κράτος μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης που δεν συμβάλλεται στην παρούσα Σύμβαση θα μπορεί να εκπροσωπείται με παρατηρητή. Οι εργασίες καθεμιάς από τις συνόδους αυτές θα αποτελούν αντικείμενο έκθεσης που θα απευθύνεται για ενημέρωση στην Επιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 29

1. Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί οποτεδήποτε να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση, απευθύνοντας γνωστοποίηση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει την πρώτη μέρα του μήνα, που ακολουθεί μετά την πάροδο έξι μηνών από την ημερομηνία λήψης της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 30

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα γνωστοποιεί στα Κράτη μέλη του Συμβουλίου και σε κάθε άλλο Κράτος που έχει προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση:

α. κάθε υπογραφή,

β. την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

γ. κάθε ημερομηνία έναρξης ισχύος της παρούσας Σύμβασης σύμφωνα με τα άρθρα 22, 23, 24 και 25,

δ. κάθε άλλη πράξη, γνωστοποίηση ή ανακοίνωση που αναφέρεται στην παρούσα σύμβαση.

Για να πιστοποιηθούν, τα παραπάνω, οι υπογράφοντες, νόμιμα εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτόν, υπέγραψαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στο Λουξεμβούργο στις 20 Μαΐου 1980 στα γαλλικά και αγγλικά με τα δύο κείμενα να έχουν την ίδια ισχύ, σε ένα μόνο αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιήσει κυρωμένα αντίγραφα σε κάθε Κράτος μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης και σε κάθε Κράτος που προσκαλείται να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο τρίτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε κυρούμενης Σύμβασης από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων που καθορίζονται στο άρθρο 22 παρ. 2 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 2 Δεκεμβρίου 1992

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΥΦΥΠ. ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΒΙΡ. ΤΣΟΥΔΕΡΟΥ

ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ & ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΣΤ. ΜΑΝΟΣ

ΥΓΕΙΑΣ, ΠΡΟΝΟΙΑΣ & ΚΟΙΝ. ΑΣΦ/ΣΕΩΝ
Γ. ΣΟΥΡΛΑΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 2 Δεκεμβρίου 1992

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ